

L'UA lance la première Journée africaine de lutte contre la corruption

PANA, 11 juillet 2017 Addis-Abeba, Ethiopie - Le président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Moussa Faki Mahamat, a déclaré que le vouement d'une lutte spécifique contre la corruption par le continent africain constitue une étape importante vers «l'Afrique que nous voulons». Dans un discours d'inauguration de la première Journée africaine de lutte contre la corruption, Mahamat a déclaré : "Nous devons mener une lutte agressive contre ceux qui pratiquent la corruption et les institutions qui bénéficient des produits de la corruption pour établir la confiance du public dans nos institutions.

Il est donc la promotion de la lutte anticorruption sur le continent suite à la décision du Conseil exécutif de déclarer le 11 juillet de chaque année comme «la Journée africaine de lutte contre la corruption» pour commémorer l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (Cuaplcc). "Pour assurer et soutenir le degré d'engagement de la lutte contre la corruption, l'Assemblée de l'Union africaine a également déclaré 2018 «Année africaine de lutte contre la corruption». Selon la chaîne médiatique de l'Union africaine, l'année sera célébrée sous le thème «Gagner la lutte contre la corruption : un chemin durable vers la transformation de l'Afrique». Elle a déclaré que la corruption est sans aucun doute le défi de gouvernance et de développement le plus urgent auquel l'Afrique est confrontée aujourd'hui du fait de ses effets déstabilisants et corrosifs, annulant des gains de développement durement gagnés et menaçant le progrès, la stabilité et le développement du continent. L'Union africaine a d'abord adopté la Cuaplcc à l'occasion de la 2^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union le 11 juillet 2003 à Maputo, au Mozambique. En ratifiant la Cuaplcc, tous les États parties à cette Convention devraient domestiquer leurs instruments législatifs et politiques nationaux visant à lutter contre la corruption. Le président de la Cua demande instamment à tous les États membres de l'Ua qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier et d'adhérer à la Convention, afin de solidifier l'engagement politique pour une Afrique non corrompue, citoyenne et démocratiquement gouvernée, telle qu'elle est envisagée par l'Agenda 2063 : "L'Afrique que nous voulons".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});